



Mercredi 3 juillet 2019 - Deuxième session (13h - 15h)

Atelier 25

Salle : 54

## France-Turquie : migrations, circulations et diaspora en contexte autoritaire

La répression du gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (AKP) accélère ces dernières années les départs de la Turquie vers l'Europe : selon l'Institut turc de la statistique, en 2017, 253 640 Turcs ont émigré et 22 000 environ ont demandé l'asile en Europe depuis la tentative de coup d'État de 2016. Si la Grèce, en raison de sa proximité, et l'Allemagne, par ses liens intenses avec la Turquie, sont des destinations de choix, la France se place en troisième position des pays demandés devant la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

À travers plusieurs enquêtes de terrain, nous souhaitons mieux cerner les dynamiques migratoires en cours mais également leur impact sur les ressortissants anciennement installés à l'étranger. Ce panel porte une attention particulière aux conséquences biographiques du régime politique sur les migrants. Comment se transforme l'expérience migratoire quand l'horizon de retour est incertain et quand les ressources que détiennent les acteurs ne sont pas toujours convertibles à l'international ? Comment, par exemple, un.e journaliste turc exilé.e peut-il/elle trouver du travail en France ? Comment les étudiant.e.s de Turquie adaptent-ils/elles leurs projets de mobilité aux nouvelles conditions politiques, commerciales et financières ? Quel est l'impact de ces changements sur l'expérience des Franco-Turcs et sur leur vision de l'avenir ?

Outre ses enjeux académiques, le panel se propose également d'être un lieu d'échange entre responsables associatifs originaires de Turquie et chercheur.e.s s'intéressant à la question de l'immigration.

**Responsables : Ségolène Débarre (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Géographie-Cités), Işıl Erdinç (Université Paris Dauphine, IRISSO)**

**Liste des intervenants : Stéphane De Tapia, Ségolène Débarre, Işıl Erdinç, Pelin Ünsal, Özlem Yılmaz Tomris**

Avec la participation d'Ümit Metin (association ACORT)

---

**Stéphane De Tapia** (Université de Strasbourg, DynamE)

### *Permanences et mutations de l'immigration turque en France*

Au-delà de flux limités ou très particuliers (los Turcos vers l'Amérique latine, les rescapés du génocide de 1915, les exilés et étudiants ottomans), la Turquie est entrée très tardivement, à la fin des années 1950, dans la migration internationale de travail. Cette émigration débute réellement avec la signature d'un accord bilatéral germano-turc en 1961, imité par divers pays dont la France. Dès lors, les flux s'emballent jusqu'à former la première immigration d'Europe en termes de nationalité, centrée sur l'Allemagne. La France suivra dans un contexte général, avec quelques particularités. On peut aujourd'hui définir jusqu'à cinq phases de développement de cette émigration (migration de travail, regroupement familial, demande d'asile) plus ou moins vérifiées dans le cas français. Plus de six décennies plus tard, quel bilan raisonné peut-on établir ?

**Özlem Yılmaz Tomris** (Université Paris-Sorbonne, GEMASS)

***Le rôle de la communauté islamique Millî Görüş (Vision nationale) en France à l'aune du « transnationalisme »***

Que nous apprend le cas de *Millî Görüş* en France quant à l'usage du terme transnationalisme ? Le « transnationalisme » renvoie aux processus sociaux initiés par des groupes immigrés afin de se faire entendre à la fois dans la société d'origine et dans la société d'accueil (Schiller, Basch, Blanc-Szanton, Wimmer). En partant du postulat d'une « double présence » du migrant et de la capacité de l'acteur à s'impliquer dans les politiques du pays d'accueil et du pays d'origine, nous nous interrogerons sur le rôle de la communauté religieuse *Millî Görüş* (Vision nationale) en France. *Millî Görüş* a été fondé en 1969 en Allemagne, sous l'impulsion d'hommes politiques turcs, et dix ans plus tard, en mai 1979, en France, dans le but de proposer des services à la population turque immigrée. En parcourant les différents aspects de socialisation, nous analyserons tout d'abord les stratégies mises en place pour assurer une visibilité institutionnelle de la communauté dans l'espace public ainsi que les efforts déployés pour être reconnus par les autorités politiques du pays d'accueil. Nous explorerons ensuite le rôle de la communauté dans la construction de liens avec le pays d'origine, tant sur des plans politiques que symboliques.

**Pelin Ünsal** (Université Paris Dauphine, IRISSO)

***Journalistes en exil : les stratégies de reconversion internationale en contexte d'exception***

La tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 a provoqué de nouvelles purges de journalistes de la télévision ou de la presse écrite en Turquie. Depuis plusieurs années, nous observons une suprématie des acteurs politiques et institutionnels et une faiblesse des positions journalistiques au sein de l'espace social et politique turc. Les réactions des journalistes à cette situation sont deux types : d'un côté l'attitude silencieuse de ceux qui abandonnent le journalisme face aux conditions « autoritaires » (ce qu'Albert Hirschman (1970) qualifie de « défection » ou « exit »), de l'autre la protestation de ceux qui refusent les conditions imposées (position qualifiée de « prise de parole » ou « voice »). Cette catégorisation nous aide à mieux comprendre les comportements sociaux des journalistes en contexte autoritaire. À travers une enquête de terrain analysant les trajectoires de journalistes qui, violemment stigmatisés en tant qu'« opposants » par le régime turc, se sont vus contraints de s'installer en France, nous analyserons les facteurs déclencheurs d'une reconversion internationale et les stratégies de survie mises en œuvre, une fois en exil, par les journalistes.

**Ségolène Débarre** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et **Işıl Erdinç** (Université Paris Dauphine, IRISSO)

***Circulations étudiantes entre la France et la Turquie : un état des lieux du programme Erasmus***

Cette présentation est le fruit d'un programme de recherche en cours sur l'actualité des échanges Erasmus et les circulations étudiantes entre la France et la Turquie, coordonné par Ségolène Débarre, Işıl Erdinç, Cem Özatalay (Université Galatasaray) et Hakan Yücel (Université Galatasaray) et financé par le Consortium d'appui à l'université Galatasaray. Si l'intégration de la Turquie au programme Erasmus (*EuRopean Action Scheme for the Mobility of University Students*) est désormais ancienne (2004), les flux étudiants avec la France sont affectés par les évolutions politiques et économiques actuelles. À travers différentes enquêtes de terrain à Paris et à Istanbul (entretiens avec les étudiant.e.s et les responsables pédagogiques et administratifs des services des relations internationales des universités, analyse de données statistiques), nous visons à cerner les dynamiques en cours et l'impact des contextes politiques et économiques français et turc ainsi que la suspension des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne sur ces échanges.